

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1978)
Heft: 447

Artikel: Un message pour les politiciens
Autor: Duboux, René
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1027061>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 07.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

NOTES DE LECTURE

Un message pour les politiciens

Il est plutôt rare que les travaux et études universitaires soient accessibles au public, soient simplement lisibles. Plus rare encore qu'ils soient consacrés à la radio-télévision romande. Il faut donc saluer l'initiative de l'Institut de science politique de Lausanne (sous la direction de François Masnata, il a lancé la collection « Mémoires et documents »), et lire, diffuser dans tous les partis politiques, l'étude d'Eric Burnand consacrée à l'image télévisée du parti socialiste lors des élections fédérales d'octobre 1975. C'est une contribution importante à la détermination du rôle des « medias », en particulier de la télévision, et des langages des partis politiques dans une campagne électorale. Claude Torracinta, chef-adjoint du département de l'information de la Télévision romande, dans une postface à la fois élogieuse, complémentaire et critique, note « que bien des hommes politiques romands auront avantage à méditer certains chapitres »... Nous ajouterons que les partis politiques qui se demandent comment ranimer la communication avec le peuple y trouveront des indications utiles. Ils pourraient même décerner à l'auteur un prix civique pour cette recherche sur le bon usage des « medias » dans une démocratie (avis aux radicaux vaudois qui viennent de créer le « Prix civique vaudois »...).

Une étude de marché

Les observateurs et les professionnels de la TV sont d'accord sur un point : le parti socialiste a bien utilisé les « medias », surtout la TV. Deux organismes romands avaient été créés pour la campagne électorale : la conférence des présidents et secrétaires des partis cantonaux, la commission romande du PS chargée des problèmes de radio et de télévision. C'est au niveau

romand qu'ils ont fixé les thèmes centraux de la campagne, le synopsis général des émissions, qu'ils ont sélectionné, suivant des critères précis, les porte-parole du parti. Bref, ils ont procédé à une véritable étude de marché, mené, sans l'aide d'une agence spécialisée, une campagne de style publicitaire avec définition des supports et adaptation des langages. Mais avec les hommes du parti, toujours sur le terrain, avec leur engagement, leur sincérité, leur tempérament.

Pour les principaux porte-parole, des stages vidéo ont été organisés à Lausanne et à Genève : autoscopie, entraînement au direct, à la communication et à l'expression. D'où une certaine aisance, une cohérence chez tous les candidats, notamment ceux qui n'étaient pas des habitués du petit écran.

Un peu de spectacle

La direction de la RTSR, compte tenu des études faites sur la campagne de 1971, avait mis au point, en accord avec tous les partis, une nouvelle grille des émissions radiodiffusées et des émissions télévisées. Sur le petit écran, deux innovations ont introduit dans le jeu politique un peu de spectacle et de vedettariat : une interview de 20 minutes en direct, « mise sur le grill à l'américaine » (J. Morier-Genoud, R. Felber) face à deux journalistes (R. Bahy, G. Nicole); un débat en direct de deux heures. « face à l'opinion », avec un représentant (G. Nanchen) de chacun des dix partis en lice.

Après une description du contexte général de la campagne, une étude systématique du processus d'élaboration du discours électoral, Eric Burnand procède à une analyse des messages. Analyse de contenu complète et fine, à la fois globale, l'image du parti socialiste suivant les thèmes et les mots-clés, et spécifique, suivant les orateurs et les medias.

Les problèmes de « la télégénie » et de la cote des porte-parole sont traités sur un plan théorique et « à chaud », au hit-parade politique.

Pourquoi Gabrielle Nanchen et René Felber sont-ils les vedettes qui ont imposé une certaine image du parti socialiste (justice et sécurité) ? On connaît les thèses des théoriciens de la communication télévisuelle : l'expression faciale et l'expression vocale compteraient pour 93 % dans la communication. La portée des mots resterait dérisoire ! Autre donnée : les informations verbales ne seraient reçues qu'en partie et par une petite minorité. D'où l'importance de la chaleur humaine, de la conviction, de la sincérité, de l'intelligence. D'où la nécessité d'une cohérence parfaite entre l'orateur et ses expressions, entre tous les messages et les publics.

Dans ses conclusions, Eric Burnand pose un certain nombre de questions qui vont au-delà de son projet de recherche. Le langage politique, le simple vocabulaire sont-ils compris par la majorité des téléspectateurs ? Quel discours est finalement reçu, retenu ? Quel a été l'impact des émissions télévisées ?

Sur ce dernier point, on sait que les suffrages accordés au parti socialiste ont augmenté de 4 %. Mais cette poussée n'est-elle pas due à la dynamique même du socialisme en Europe en 1975 ? Ou encore à l'influence des programmes français ? Ou ne traduit-elle pas simplement, comme l'avance libérale aujourd'hui, les modifications sociologiques du corps électoral : développement du tertiaire, du secteur public et du secteur privé ?

Pas d'écran magique

Toutes les études récentes aboutissent à cette conclusion : les effets immédiats de la télévision sont faibles. Il n'y a pas d'écran magique. Les téléspectateurs ne sont pas des idiots. Les sondages réalisés en France lors des dernières élections législatives le prouvent une fois de plus : le communiste Marchais est jugé d'abord « amusant »; ses scores pour les qualités de sincérité et d'intelligence sont des plus faibles.

François Masnata, dans sa préface à l'étude d'Eric Burnand, précise que c'est pour élargir

le débat qu'il a sollicité les commentaires de Jean-Pierre Ghelfi, économiste, vice-président du Parti socialiste suisse, et de Claude Torracinta. Si celui-là ouvre le débat sur le plan politique, la position du parti socialiste dans la crise actuelle, celui-ci considère les problèmes sous l'angle du professionnel de la télévision. Et les problèmes soulevés sont nombreux, ils mettent en question aussi bien les partis politiques que la SSR...

Penser romand

La postface de Claude Torracinta souligne les mérites du travail d'Eric Burnand : « La télévision va obliger progressivement les partis politiques à adopter une attitude différente dans leur manière d'envisager leurs rapports avec les citoyens. Ainsi ils vont devoir « penser romand ». En outre, elle prolonge la critique des structures des émissions électorales. Leur atomisation entraîne effectivement le risque du recours aux slogans et aux spots publicitaires. Si les deux émissions « en direct » ont été très appréciées, il paraît indispensable de les compléter par une véritable présentation de chaque parti. Ce qui de-

vrait donner aux téléspectateurs tous les éléments d'informations et les attraits indispensables du spectacle.

Le petit écran est aujourd'hui la principale source d'information de la majorité des citoyens. On imaginait dans les années 60 qu'il allait réduire l'abstentionnisme. En réalité, celui-ci ne fait qu'augmenter. Ses causes sont multiples. Mais il est certain que la TVSR, si elle joue dans une certaine mesure le jeu du spectacle et de la mise en scène de l'information, peut intéresser et mobiliser les citoyens. La politique doit devenir aussi un spectacle. Encore faudra-t-il que les partis politiques, par leurs langages et le choix de leurs vedettes, s'adaptent à cette évolution inéluctable. Même si elles paraissent contraires aux traditions romandes, toutes ces conditions sont nécessaires pour rétablir la communication entre les partis politiques et la population. Les conclusions d'Eric Burnand ne sont peut-être pas aussi nettes sur ce plan, il n'en demeure pas moins qu'elles ouvrent le débat sur le rôle de la télévision et sur son utilisation dans une démocratie.

René Duboux

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

France: avec ces Si...

Maintenant que c'est fini, je puis bien dire que je me réjouis que la gauche, en France, ne l'aït pas emporté (voir aussi en p. 7. Réd.).

Je lis en effet dans le bulletin mensuel de la Banque cantonale vaudoise de janvier 1978 (article « France », p. 16) : « La publication du coût présumable du programme commun de la gauche, de nature à embarrasser les socialistes, et la confrontation télévisée entre MM. Barre et Mitterrand, redonnèrent l'espoir en un avenir qui ne paraissait plus aussi inéluctable. (...) L'échec des négociations entre communistes et socialistes au sujet de

l'actualisation du programme commun, la scission des radicaux, et des sondages d'opinion réduisant les probabilités de victoire de la gauche, redonnaient confiance aux investisseurs français. »

Et je lis dans « Le Monde » (semaine du 9 au 15 mars, article de Patrice Claude intitulé *La Peur aux trousses*) :

« Un véritable sentiment de terreur s'est répandu cette semaine à la Bourse de Paris (des rumeurs affirmant que la Bourse fermerait ses portes entre les deux tours ont même circulé...), où, dans la crainte d'une victoire de la gauche, les détenteurs d'actions ont procédé à d'importantes liquidations de valeurs françaises. »

Qu'est-ce que ça veut dire, tout ça ?

Ça veut dire que si la gauche avait pris le pouvoir,

tout aussitôt, le « capital » effarouché, aurait organisé la fuite des « capitaux ». Et qu'ainsi la gauche se serait trouvée devant trois possibilités :

— Ou bien renoncer au programme commun — aux nationalisations, au SMIC à 2400 francs (c'est-à-dire 960 francs suisses par mois...) etc.
— afin de « rassurer le capital ». C'est-à-dire en d'autres termes que la gauche aurait été amenée à faire la politique de la droite, avec les communistes rentrant dans l'opposition au bout de quelques mois, etc.

— Ou bien appliquer le programme commun. Et alors, non seulement, le « capital » ne se serait pas rassuré, mais les importantes liquidations de valeurs françaises se seraient amplifiées, accélérées, etc. Avec les fermetures d'entreprises, la hausse des prix, le chômage augmenté, etc. Et l'agitation sociale, et les interventions de la police, et la gauche contrainte de mener une politique de répression...

— Ou bien appliquer le programme commun, tout en prenant les mesures nécessaires pour empêcher les capitaux de prendre la fuite (en direction de la Suisse, par exemple : si jolies petites banques, chez nous, discrètes, gentilles et tout), c'est-à-dire contrôle des changes, surveillance douanière, éventuellement cours forcés, etc. C'est-à-dire encore non pas une *dictature*, mais la mise en place d'un système fort autoritaire et liberticide. Or, outre qu'on peut hésiter, trouver néfaste un tel système, on peut se demander aussi si M. Mitterrand, par exemple, était bien l'homme d'une telle situation; si les camarades socialistes l'auraient suivi jusqu'au bout — M. Mitterrand qui était garde des sceaux au moment de l'affaire Ben Bella, comme M. Peyrefitte l'était au moment de l'affaire Croissant — je me demande ce qu'aurait pensé Voltaire de tout ça; ou plutôt, je ne me le demande pas !

Mais alors, pour nous, qui désirons sinon une révolution, du moins des réformes, une question se pose : comment y parvenir sans que se produise ce qui s'est passé en France, et ce qui se serait passé si...
J.C.